
CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP

Analyse du bilan et des perspectives de la régulation du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre

Pour NRJ Group qui, outre ses 4 radios nationales sur la bande FM, édite et exploite déjà 2 chaînes sur la TNT (NRJ 12 sur la TNT nationale et NRJ Paris sur la TNT en Ile de France) tout en postulant pour une seconde chaîne sur la TNT nationale dans le cadre de l'appel à candidatures du CSA en cours sur les multiplexes R7 et R8, **il est absolument essentiel et vital que le marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre reste régulé a minima durant le prochain cycle de 3 ans (2012-2015).**

▪ Sur le cycle 2009-2012

En effet, malgré des améliorations observées lors du cycle qui se termine, le niveau de concurrence observé sur la TNT ne nous permet pas encore d'atteindre la totalité des bénéfices opérationnels (diversité et qualité des ingénieries) et commerciaux (adéquation des tarifs au regard des prestations réellement fournies et des prix marché) initialement attendus.

Les « gains » se réalisant essentiellement lorsqu'il existe une concurrence sur la zone concernée, soit via l'adoption d'un site alternatif (cas bien trop rare) soit uniquement sur la part « émission » de la prestation, lorsqu'il y a **hébergement (part sur laquelle des efforts de clarification et de régulation doivent être non seulement maintenus mais aussi accentués)**. Les tarifs d'hébergement sur les sites qualifiés de non répliquables (généralement déjà anciens et largement amortis) doivent être régulés afin d'être clairement orientés vers les coûts. Il conviendra, en complément, d'intégrer le fait que les amortissements pourront prochainement se faire sur deux multiplexes supplémentaires (R7 et R8), ce qui, en bonne logique, devrait induire une baisse des tarifs unitaires. De plus, et avec une plus grande sensibilité que pour les six premiers multiplexes, R7 et R8 devront pouvoir bénéficier d'une bonne anticipation de leurs charges de diffusion en ayant intégré ces paramètres dans leurs plans de charges. Un éventuel arrêt de la régulation dès cet été ou dès 2015 serait lourd de conséquences sur un plan économique pour les «petites chaînes» qu'ils transporteront.

▪ **Sur le cycle 2012-2015**

Ce serait une grande erreur de penser, au motif que la TNT est désormais totalement déployée (depuis le 30 novembre 2011 sur 1626 zones), que la situation est stabilisée et le travail terminé. Il ne s'agit là que d'une étape. De nombreuses modifications, lourdes et structurantes, restent encore à venir (réaménagements, DVB-T2, HEVC, dividendes numériques et cohabitation 4G, Ultra HD, etc.).

En France, et contrairement à de nombreux pays européens, **la réception de l'audiovisuel par la voie hertzienne est, et restera encore longtemps, le mode principal et préféré des français** (notamment parce qu'il reste le seul vecteur gratuit pour la télévision et la radio).

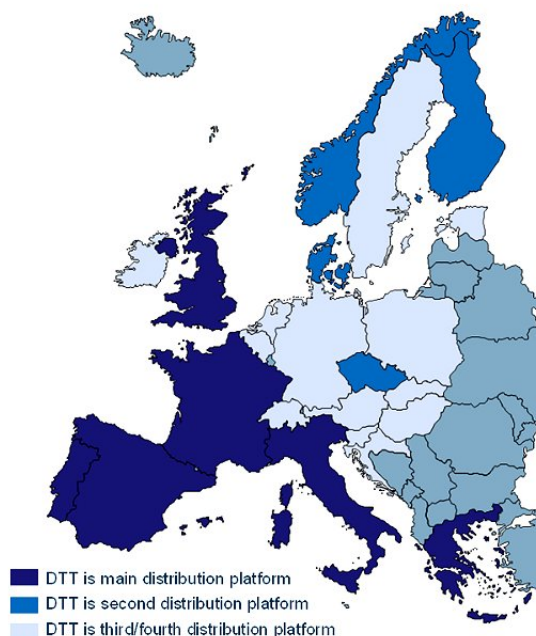


Figure 1 Priorité du mode de réception TNT en Europe [Source: Ofcom, EAO, national regulators]

L'économie d'une chaîne gratuite est très majoritairement bâtie autour du marché de la réception hertzienne terrestre. Le coût de **ce stratégique réseau TNT constitue donc un poste de charge financièrement critique** (près de 30% du budget annuel d'une nouvelle chaîne HD sur R7 ou R8, par exemple). La maîtrise des coûts de diffusion terrestre ne nous semble possible que si **un pool d'acteurs réellement diversifiés** est à même de créer **un challenge concurrentiel** en proposant des solutions réalistes et efficaces (c'est-à-dire des sites de diffusion et une capacité à diffuser éventuellement en hébergement ; tout en respectant les calendriers administratifs).

Puisque **les sites «historiques» du réseau primaire (ainsi qu'un grand nombre des sites du réseau secondaire) constituent toujours un réseau incontournable** (compte tenu du fait que leur couverture et leur initialisation constituent de facto une référence servant de base dans les planifications et dans les politiques de géomarketing), il ne suffit pas qu'un hébergement pour un tiers y soit facialement possible pour qu'une concurrence réelle et commercialement efficace puisse s'exercer dans leurs zones.

Nous estimons donc qu'une procédure adéquate reste indispensable, afin de **mieux recentrer les tarifs de cet hébergement sur les coûts réels** (avec une «base référentielle» indiscutable).

NRJ Group est en phase avec la vision de l'ARCEP quant à l'appréciation du rôle principal et incontournable que joue la TNT. Il s'agit de préserver, en maintenant sa viabilité économique, un réseau essentiel à l'économie audiovisuelle (éditeurs et producteurs).

Ce réseau va subir très prochainement de nombreuses évolutions et contraintes (second dividende numérique, augmentation des plaques SFN, arrivée de 2 multiplexes supplémentaires, passage au DVB-T2 induisant notamment une replanification, etc.) qui seront autant d'occasions et/ou de prétextes pour devoir rediscuter du choix des sites, des prestations techniques associées et des tarifs induits.

Si d'un côté l'arrivée des réseaux R7 et R8 devraient théoriquement permettre une baisse des coûts sur l'hébergement (mais aucun élément factuel allant dans ce sens ne le démontre à date), **le calendrier, extrêmement étriqué, exigé (et non motivé) par le CSA pour le déploiement de R7 et R8, conforte factuellement l'opérateur historique** en ne permettant pas aux autres acteurs de déployer leurs sites alternatifs dans le cadre de délais raisonnables. En tant que candidat, **NRJ Group s'inquiète quant à l'impact qu'aura une telle situation sur les charges de sa future chaîne**, si elle était sélectionnée.

▪ **De nombreux réaménagements – et investissements - à prévoir**

Par ailleurs, de nombreux réaménagements sont à prévoir pour les 6 multiplexes actuels, induits soit par des problématiques de coordination aux frontières, soit par la mise en place de R7 & R8, voire par l'arrivée du second dividende courant 2015. C'est donc **la énième fois** (après le plan transitoire et le plan de passage, la mise en place du premier dividende, notamment) que l'on demande aux éditeurs de payer (leurs prestataires de diffusion), afin de réaliser des travaux et des interventions dont le but premier n'est pas toujours directement lié à leur activité. Jamais dans son histoire, la télévision n'a investi autant, aussi souvent, sur ordres découlant de décisions des pouvoirs publics et en aussi peu de temps, simplement pour maintenir son activité. Cet **effort**, réel et motivé par l'intérêt général ou supérieur bien compris, mériterait d'être compensé par une juste régulation des tarifs de diffusion. Ces derniers pouvant **représenter plus de 30% des charges des nouvelles chaînes...**

Le nécessaire passage au **DVB-T2** ne pourra pas se faire avant l'horizon 2020, et, contrairement à une idée largement répandue, celui-ci gagnerait bien plus à être phasé avec l'adoption de la norme **HEVC**, qui sera publiée début 2013, qu'avec la norme MPEG-4 qui arrive au bout de son potentiel. Si l'adoption simultanée de ces deux normes génère un gain global conséquent, celui-ci sera néanmoins tout juste nécessaire pour tenir la charge au moment où les chaînes HD devront basculer en **Ultra Haute Définition** (mode **4K**).

Les études actuellement en notre possession montrent qu'il serait possible de mettre seulement 2 (cas le plus probable) à 4 (cas optimiste) chaînes 4K dans un canal de 8 MHz à l'horizon 2020. Cela induira donc un accroissement potentiel des charges de diffusion pour un éditeur...

Même si ce calendrier est au-delà du cycle de régulation objet de cette consultation, il nous semble nécessaire de préciser bien en amont, ces éléments, permettant ainsi d'ajuster au mieux les coûts de diffusion (ceux-ci risquant d'aller à la hausse du seul fait de la réduction du nombre de services par multiplexe lorsque la 4K et/ou la 3D seront là). Plus les multiplexes partiront d'un prix orienté vers les coûts dès les phases HD actuelles, plus il leur sera aisé de continuer à le maîtriser avec le passage à la 4K...

▪ **Maintenir la vigilance au service d'un réseau de diffusion terrestre durablement essentiel**

Une fois de plus, nous soulignons que les modes « distribués et payants » que sont l'ADSL, le câble et la Fibre ne peuvent constituer (à court et moyen termes) des options substituables aux vecteurs hertziens TNT et FM. Ces réseaux resteront encore fort longtemps des compléments (à la couverture nationale restreinte) face à la TNT et à la FM.

On ne doit donc pas les prendre comme prétexte factice à un quelconque relâchement des contraintes réglementaires s'imposant au secteur de la diffusion hertzienne...

De plus, il faut souligner que ces réseaux terrestres physiques (et contrairement au satellite) ne délivrent pas la même qualité que la TNT (notamment pour la vidéo, avec des débits bien moindres). Lorsque la technique et la politique marketing des opérateurs **ADSL et Fibre** permettra de délivrer la même qualité de service, il conviendra alors de vérifier s'il ne sera pas nécessaire de **réguler également ces réseaux** (conditions d'accès, numérotation, qualité d'encodage et de service).

Enfin, observons que la problématique commerciale se complexifiera car si TDF facture les multiplexes TNT et les radios, il ne facture pas les téléspectateurs et les auditeurs ; ceci contrairement aux opérateurs de réseaux câble, ADSL et Fibre. Si des téléspectateurs sont facturés pour accéder à des chaînes et radios annoncées comme gratuites, alors un retour financier vers leurs éditeurs devra être établi sur des bases publiques, équitables et non discriminatoires (aujourd'hui, les situations semblent varier énormément d'un acteur à l'autre).

▪ **NRJ est en phase avec l'analyse de l'ARCEP qui induit l'application du « test des trois critères » sur le marché de gros des services de diffusion de la télévision hertzienne terrestre.**

Nous attirons également l'attention de l'Autorité, sur les faits suivants, car leur impact est loin d'être négligeable sur le niveau de concurrence présent sur les réseaux hertziens :

- la vitesse de déploiement exigée par les calendriers administratifs de la TNT joue grandement en faveur de l'acteur historique (même sur le réseau secondaire),
- le niveau de l'initialisation sur les six premiers multiplexes TNT impactera et limitera fortement le choix des sites (et donc des prestataires) pour **R7 et R8, qui seront mécaniquement contraints de calquer leurs choix sur la situation préexistante.**

- la logique de planification évoquée pour la **RNT** réduira également les choix de sites et de prestataires pour les éditeurs.

Les infrastructures historiquement déployées par TDF lorsqu'il était un service public restent toujours largement incontournables et servent souvent de bases référentielles (niveau de couverture, orientation des antennes) aux nouvelles planifications (ce qui accentue leur importance). A cela se rajoute bien trop souvent un calendrier de déploiement tendu, qui laisse peu de temps d'un côté aux éditeurs pour bien négocier en effectuant un vrai choix (c'est-à-dire non contraint) et d'un autre côté peu de chance de voir des acteurs alternatifs déployer de nouveaux sites (probablement plus « efficaces » en termes de ratio qualité/prix ; mais disponibles trop tardivement).

Le cas de la RNT est plus proche - dans ses modalités de planification et de contraintes de couverture - de celui de la TNT que de la FM. En effet, la volonté de vouloir couvrir largement le territoire en recourant à des plaques SFN (centrées sur le point haut de la zone) crée une logique qui favorisera là aussi l'acteur historique.

Pour toutes les raisons évoquées dans ce qui précède, NRJ Group reste donc favorable au maintien d'une régulation du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre. Le principe de l'hébergement devrait pouvoir s'appliquer à l'ensemble des sites existants et ceci tant pour les marchés TNT que FM et RNT.